

## Option Nationale

États financiers  
Au 31 décembre 2016

Accompagnés du rapport de l'auditeur indépendant

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

---

Au conseil national de  
**l'Option Nationale,**

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'**OPTION NATIONALE**, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2016, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne du Parti portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Parti. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Option Nationale au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

---

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A114532

## Option Nationale

### ÉTAT DES RÉSULTATS

Pour l'exercice terminé le 31 décembre

2016

2015

#### PRODUITS

Adhésions	12 955 \$	9 525 \$
Allocation du Directeur général des élections	125 949	129 089
Contributions (Nombre de donateurs : 510; 2015 - 886) (annexe A)	25 085	28 880
Événements et rencontres statutaires (annexe B)	9 755	3 380
Objets promotionnels	2 012	380
Taxes à la consommation	-	2 091
Transfert de l'agent officiel	5 173	6 781
Autres produits	287	-
	<b>181 216</b>	<b>180 126</b>

#### CHARGES

Salaires et charges sociales	87 271	35 449
Contributions non conformes	45	20
Déplacements	5 876	3 886
Entretien et réparations	20	259
Événements et rencontres statutaires	10 361	2 441
Fournitures de bureau et papeterie	4 034	2 837
Frais de voyage et de représentation	2 525	1 410
Frais divers	68	-
Intérêts et frais bancaires	1 823	2 773
Location de salles	226	168
Loyer	3 925	927
Objets promotionnels	13 584	19 088
Publicité	9 015	4 787
Services professionnels	42 359	11 544
Taxes et permis	32	912
Transfert à l'agent officiel du Parti	7 210	12 920
Télécommunications	4 622	3 242
Amortissement des immobilisations corporelles	363	149
	<b>193 359</b>	<b>102 812</b>

EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES  
CHARGES

**(12 143) \$**      **77 314 \$**

## Option Nationale

### ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

Pour l'exercice terminé le 31 décembre

2016

2015

	Investi en immobili- sations corporelles	Non affecté	Total	Total
<b>SOLDE</b> , début de l'exercice	302 \$	104 734 \$	105 036 \$	27 722 \$
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(363)	(11 780)	(12 143)	77 314
Investissement en immobilisations corporelles	2 632	(2 632)	-	-
<b>SOLDE</b> , fin de l'exercice	2 571 \$	90 322 \$	92 893 \$	105 036 \$

## Option Nationale

### BILAN

Au 31 décembre

2016

2015

#### ACTIF

##### ACTIF À COURT TERME

Encaisse

65 954 \$ 109 981 \$

Créances (note 3)

10 057 5 986

76 011 115 967

DÉPÔT À TERME, 0,75 %, ÉCHÉANT EN JANVIER 2019

50 000 -

IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 4)

2 571 302

128 582 \$ 116 269 \$

#### PASSIF

##### PASSIF À COURT TERME

Dettes de fonctionnement (note 5)

35 689 \$ 11 233 \$

##### ACTIF NET

Investi en immobilisations corporelles

2 571 302

Non affecté

90 322 104 734

92 893 105 036

128 582 \$ 116 269 \$

#### ÉVENTUALITÉS (note 6)

Pour le parti politique :

\_\_\_\_\_ représentant officiel

## Option Nationale

### ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour l'exercice terminé le 31 décembre

2016

2015

#### ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(12 143) \$	77 314 \$
Élément sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	363	149

(11 780) 77 463

Variation nette des éléments hors caisse liés au fonctionnement

Créances	(4 071)	16 715
Dettes de fonctionnement	24 456	1 525

8 605 95 703

#### ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Acquisition d'un dépôt à terme	(50 000)	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	(2 632)	-

(52 632) -

#### AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

(44 027) 95 703

ENCAISSE, début de l'exercice

109 981 14 278

ENCAISSE, fin de l'exercice

65 954 \$ 109 981 \$

# Option Nationale

---

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2016

---

### 1. AUTORISATION

Le parti Option Nationale est un parti politique autorisé par le Directeur général des élections le 31 octobre 2011 en vertu de la Loi électorale du Québec.

### 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

#### Base de présentation des états financiers

Les états financiers du Parti ont été établis conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

#### Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

#### Comptabilisation des produits

Le Parti applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont comptabilisés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont comptabilisés lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les produits découlant des contributions et des adhésions sont enregistrés dans l'exercice où elles sont effectuées et confirmées par le Directeur général des élections du Québec.

Les produits d'objets promotionnels et les autres produits sont comptabilisés dès que les biens ont été livrés aux clients et que les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés.

#### Apports de services

Le fonctionnement du Parti dépend, en grande partie, des services de plusieurs bénévoles. Du fait que le Parti ne se procure normalement pas ces services contre paiement et qu'il est difficile de faire une estimation de leur juste valeur, ces apports ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

#### Instruments financiers

##### Évaluation des instruments financiers

Le Parti évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas des opérations entre parties liées autres qu'avec les membres de la direction.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

## Option Nationale

### NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2016

#### 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

##### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé en fonction de leur durée de vie selon la méthode du solde décroissant aux taux suivants :

Équipement informatique	33 %
Équipement vidéo	20 %

Lorsqu'une immobilisation corporelle n'a plus aucun potentiel de service à long terme pour le Parti, l'excédent de sa valeur nette comptable sur toute valeur résiduelle est comptabilisé à titre de charges dans l'état des résultats.

##### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie du Parti sont composés de l'encaisse.

#### 3. CRÉANCES

	2016	2015
Directeur général des élections du Québec		
Allocation	4 980 \$	3 298 \$
Contributions à recevoir	1 620	865
Taxes à la consommation	3 457	1 823
	<b>10 057 \$</b>	<b>5 986 \$</b>

#### 4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2016		2015
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
Équipement informatique	1 650 \$	1 448 \$	202 \$
Équipement vidéo	2 632	263	2 369
	<b>4 282 \$</b>	<b>1 711 \$</b>	<b>2 571 \$</b>



## Option Nationale

### NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2016

#### 5. DETTES DE FONCTIONNEMENT

	2016	2015
Comptes fournisseurs	22 060 \$	759 \$
Frais courus	5 000	5 000
Salaires et vacances courus	2 917	3 103
Sommes à remettre à l'État		
Retenues à la source et contributions	5 712	2 371
	<b>35 689 \$</b>	<b>11 233 \$</b>

#### 6. ÉVENTUALITÉS

##### Poursuites

Au cours de l'exercice 2013, une poursuite d'un montant de 17 500 \$ a été intentée contre le Parti pour réclamer des dommages et intérêts qui auraient été subis par un ancien employé suite à un traitement reçu. Le jugement a été déterminé en 2016 et Option Nationale a été condamné à payer 21 412 \$, soit le montant de 17 500 \$ de la poursuite ajusté des intérêts et pénalités. Cette somme est incluse dans les comptes à payer au 31 décembre 2016.

Une nouvelle poursuite a été intentée relativement à la cause ci-haut contre les témoins d'Option Nationale personnellement. Option Nationale a pris engagement de défrayer les coûts relatifs à cette poursuite.

De l'avis de la direction, il est présentement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant, le cas échéant, que le Parti pourrait être appelé à verser. Conséquemment, aucune provision ne figure aux états financiers.

#### 7. INSTRUMENTS FINANCIERS

##### Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte financière pour le Parti si une contrepartie manque à ses obligations. Ce risque découle principalement des créances.

Le risque auquel est exposé le Parti en raison de la concentration de crédit est limité. Le risque de non-recouvrement est atténué du fait que les soldes à recevoir proviennent principalement d'un organisme gouvernemental.

##### Risque de liquidité

Le Parti est exposé au risque de liquidité en ce qui a trait à ses dettes de fonctionnement.

**Option Nationale  
Annexe B  
Exercice terminé le 31 décembre 2016**

Sommes recueillies à l'occasion d'activités politiques

Date	Lieu	Nature	Prix d'entrée	SOMMES RECUEILLIES	
				* avec reçu de contribution	sans reçu de contribution
30/01/2016 et 31/01/2016	Pavillon Alexandre-Vachon de l'Université Laval à Québec	Congrès nationale	35/70	NIL	** 4 375 \$
24/09/2016	10350 route Marie-Victorin Contrecoeur QC J0L 1C0	Conférence nationale et congrès extraordinaire	70/50/40/30	NIL	4 380 \$
04/11/2016	701 rue Duhamel Longueuil QC J4L 4M2	Souper Spaghetti en compagnie de Sol Zanetti	40/20	330	450 \$
28/05/2016 et 04/06/2016	Pavillon Alphonse-Desjardins de l'Université Laval à Québec	Université d'Option nationale	10	NIL	550 \$
				<b>TOTAL</b>	9 755 \$

\* Ces sommes doivent faire partie du montant des contributions à inscrire à l'état des résultats.

\*\* Le rapport d'activités ou de manifestation à caractère politique comprenait des montants supplémentaires pour un total de 1 050 \$ relatif à l'exercice 2015.

Option nationale

CADRE DE RÉFÉRENCE RELATIF AUX SOURCES ET À L'UTILISATION DU FINANCEMENT

Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3), article 113, Bulletin B-1

Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2016

SOURCES DE FINANCEMENT							
Entités autorisées		Parti (Audité)		Instances (Non auditées)		Total entités autorisées \$	Pourcentage excluant les transferts entre entités autorisées
Financement du DGE	Référence à la Loi électorale	Annuelles \$	Électorales \$	Annuelles \$	Électorales \$		
Allocations	Section I, Ch. Art. 82, 82.1	67 845,35	-			67 845,35	37,4%
Revenus d'appariement		Art. 82.2	55 085,34	-			55 085,34
Remboursement des frais de vérification (audit)	Section IV, Chap. II Art. 112	3 018,09				3 018,09	1,7%
Remboursement des dépenses électorales	Tableau I		-		-	-	0,0%
<b>Total du financement du DGE</b>		125 948,78	-		-	125 948,78	69,5%
Revenus autonomes	Tableau I	55 267,17		-		55 267,17	30,5%
Transferts des entités autorisées		-		-		-	
<b>Total du financement du parti et des instances</b>		181 215,95	-	-	-	181 215,95	100%
<b>Financement total</b>		181 215,95		-		181 215,95	100%

UTILISATION DU FINANCEMENT								
Dépenses		Parti (Audité)		Instances (Non auditées)		Total entités autorisées \$	Pourcentage excluant les transferts entre entités autorisées	
	Référence à la Loi électorale	Annuelle \$	Électorale \$	Annuelle \$	Électorale \$			
Administration courante	Tableau II	152 884,75		-		152 884,75	84,4%	
Communication et diffusion d'un programme politique		9 046,79		-		9 046,79	5,0%	
Coordination de l'action politique		24 171,09		-		24 171,09	13,3%	
Transferts aux entités autorisées		-		-		-		
Dépenses ayant trait aux élections				7 210,00		-	7 210,00	4,0%
Autres dépenses		45,00		-		45,00	0,0%	
<b>Total des dépenses du parti et des instances</b>		186 147,63	7 210,00	-	-	193 357,63	106,7%	
<b>Dépenses totales</b>		193 357,63		-		193 357,63	106,7%	
<b>Excédent (insuffisance) du financement sur les dépenses</b>		(12 141,68)		-		(12 141,68)		
<b>Annuelles :</b>		(4 931,68) \$						
<b>Électorales :</b>		(7 210,00) \$						
<b>Variation du financement par les postes du bilan</b>								
Augmentation (diminution) de la trésorerie	Tableau III	5 973,16		-		5 973,16 \$	3,3%	
Augmentation (diminution) des éléments du fonds de roulement autre que la trésorerie		(18 114,84)		-		(18 114,84) \$	-10,0%	
Acquisition (disposition) des actifs à long terme				-		- \$	0,0%	
Diminution (augmentation) des emprunts à long terme				-		- \$	0,0%	
<b>Financement total utilisé</b>		181 215,95		-		181 215,95 \$	100%	

Déclaration du représentant officiel

Je déclare que tous les renseignements contenus dans ce rapport sont vrais, exacts et complets.

\_\_\_\_\_ Date

\_\_\_\_\_ Signature du représentant officiel

**Option nationale**  
Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2016

**TABLEAU I : REVENUS**

	Parti (exercice courant) Audité	Parti (exercice précédent) Audité	Rapports financiers cumulés des instances (exercice courant) Non audité	Référence: État des résultats d'une instance autorisée
	\$	\$	\$	
<b>REMBOURSEMENT DES DÉPENSES ÉLECTORALES</b>				
<i>Avances et remboursements du DGE</i>	-	-	-	Ligne 5
<i>Moins : remboursement d'avances excédentaires</i>	-	-	-	Ligne 21
<b>Total du remboursement des dépenses électorales</b>	-	-	-	
<b>REVENUS AUTONOMES</b>				
<i>Contributions</i>	25 085,34	28 879,50	-	Ligne 1 (Annexe 3)
<i>Adhésions (cartes de membres)</i>	12 955,00	9 524,50	-	Ligne 2
<i>Revenus d'activités politiques</i>	9 755,00	3 400,07	-	Ligne 3
<i>Revenus accessoires</i>	2 012,00	380,00	-	Ligne 4
<i>Remboursement TPS/TVQ</i>	-	-	-	
<i>Intérêts gagnés</i>	-	-	-	Ligne 9
<i>Autres revenus (ajustement gouvernement CAN RAS)</i>	287,33	2 091,39	-	Ligne 10 à 18
<i>Autres revenus (transferts de l'agent officiel)</i>	5 172,50	6 781,03	-	
<b>Total des revenus autonomes</b>	55 267,17	51 056,49	-	
<b>TRANSFERTS DES ENTITÉS AUTORISÉES</b>				
<i>Des instances au parti</i>				
<i>Cession du remboursement des dépenses électorales</i>	-	-	-	
<i>Autres revenus de transferts</i>	-	-	-	
<b>Total des transferts des instances au parti</b>	-	-	-	
<i>Du parti aux instances</i>			-	Ligne 6
<i>Entre instances</i>			-	Ligne 7
<b>Total des transferts</b>	-	-	-	

**TABLEAU II : DÉPENSES**

	\$	\$	\$	
<b>ADMINISTRATION COURANTE</b>				
<i>Salaires et charges sociales</i>				
<i>Direction générale et personnel d'encadrement</i>	78 392,51	32 337,76		
<i>Recrutement de membres et financement</i>	-	-		
<i>Personnel administratif et informatique</i>	-	-		
<i>Charges sociales</i>	8 878,34	3 111,43		
<b>Total partiel</b>	87 270,85	35 449,19		
<i>Honoraires et autres rémunérations</i>				
<i>Administration</i>	-	-		
<i>Vérification (audit)</i>	5 643,07	5 650,00		
<i>Juridiques</i>	15 303,50	5 893,89		
<i>Autres (règlement poursuite judiciaire)</i>	21 412,11	-		
<b>Total partiel</b>	42 358,68	11 543,89		
<i>Locaux et frais afférents</i>				
<i>Loyer</i>	3 924,58	927,27	-	Ligne 30
<i>Taxes foncières et assurances</i>	-	-		
<i>Entretien et réparations</i>	20,00	258,74		
<i>Chauffage et électricité</i>	-	-		
<i>Amortissement bâtiments et améliorations locatives</i>	-	-		
<b>Total partiel</b>	3 944,58	1 186,01	-	
<i>Fonctionnement</i>				
<i>Télécommunications</i>	4 621,76	3 241,59	-	Ligne 31
<i>Secrétariat et frais de bureau</i>	4 033,85	2 836,58	-	Ligne 28
<i>Location et entretien des équipements</i>	-	-		
<i>Frais de déplacement et de représentation</i>	8 401,28	5 296,34		
<i>Amortissement mobilier et équipements</i>	363,00	149,00		
<b>Total partiel</b>	17 419,89	11 523,51	-	
<i>Frais financiers</i>				
<i>Intérêts sur emprunts</i>	-	-	-	Ligne 20
<i>Frais de service et d'administration</i>	1 823,18	2 772,74	-	Ligne 33
<b>Total partiel</b>	1 823,18	2 772,74	-	
<i>Autres (préciser)</i>	67,57	-	-	Ligne 34 à 41
<b>Total administration courante</b>	152 884,75	62 475,34	-	

Option nationale  
Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2016

TABLEAU II : DÉPENSES (suite)

	Parti (exercice courant) Audité	Parti (exercice précédent) Audité	Rapports financiers cumulés des instances (exercice courant) Non audité	Référence: État des résultats d'une instance autorisée
	\$	C	\$	
<b>COMMUNICATIONS ET DIFFUSION D'UN PROGRAMME POLITIQUE</b>				
Rémunération: salaires, honoraires et charges sociales	-	-	-	
Publicité	9 015,01	4 786,76	-	Ligne 29
Réseaux sociaux et sites Web	-	-	-	
Relations publiques	-	-	-	
Frais de déplacement et de représentation	-	-	-	
Amortissement logiciels et sites Web	-	-	-	
Autres (permis consommation d'alcool)	31,78	912,26	-	
<b>Total communications et diffusion d'un programme politique</b>	<b>9 046,79</b>	<b>5 699,02</b>	<b>-</b>	
<b>COORDINATION DE L'ACTION POLITIQUE</b>				
Rémunération: salaires, honoraires et charges sociales	-	-	-	
Activités de financement	-	-	-	
Activités politiques	10 586,72	2 628,58	-	Ligne 25
Frais de participation: réunions statutaires, congrès, comités (repas, transport, etc.)	-	-	-	Ligne 27
Autres (objets promotionnels)	13 584,37	19 087,50	-	
Total partiel	24 171,09	21 716,08	-	
Dépenses de campagne à la direction	-	-	-	
Moins: Remboursement des dépenses de campagne (article 88, 9°)	-	-	-	
Total partiel	-	-	-	
<b>Total coordination de l'action politique</b>	<b>24 171,09</b>	<b>21 716,08</b>	<b>-</b>	
<b>TRANSFERTS AUX ENTITÉS AUTORISÉES</b>				
Des instances au parti	-	-	-	Ligne 22
Du parti aux instances	-	-	-	
Cession de la réclamation du remboursement des dépenses électorales	-	-	-	
Autres dépenses de transfert	-	-	-	
Total des transferts du parti aux instances	-	-	-	
Entre instances	-	-	-	Ligne 23
<b>Total des transferts aux entités autorisées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
<b>DÉPENSES AYANT TRAIT AUX ÉLECTIONS</b>				
Transferts aux agents officiels	7 210,00	12 920,00	-	Ligne 24
Dépenses préélectorales et postélectorales	-	-	-	
Dépenses électorales attribuables aux agents officiels	-	-	-	Ligne 26
Moins: Dépenses remboursées par les entreprises médiatiques	-	-	-	
Dépenses électorales remboursées par les agents officiels	-	-	-	
Fermeture du fonds électoral	-	-	-	Ligne 8
Autres: (préciser)	-	-	-	
<b>Total des dépenses ayant trait aux élections</b>	<b>7 210,00</b>	<b>12 920,00</b>	<b>-</b>	
<b>AUTRES DÉPENSES</b>				
Contributions non conformes d'un exercice précédent	45,00	20,00	-	Ligne 32
Amendes et pénalités	-	-	-	
Dons, cadeaux, soirées hommages, etc.	-	-	-	
Autres (préciser)	-	-	-	
<b>Total autres dépenses</b>	<b>45,00</b>	<b>20,00</b>	<b>-</b>	
<b>Total des dépenses du parti et des instances</b>	<b>193 357,63</b>	<b>102 830,44</b>	<b>-</b>	

TABLEAU III : ÉTAT DE LA TRÉSORERIE

	Parti (exercice courant) Audité	Parti (exercice précédent) Audité	Variation cumulée des instances Non audité
	\$	\$	\$
Encaisse (découvert d'encaisse)	65 954,12	109 980,96	-
Petite caisse	-	-	-
Placements encaissables sur demande	50 000,00	-	-
Marge(s) de crédit bancaire	-	-	-
<b>Total de la trésorerie</b>	<b>115 954,12</b>	<b>109 980,96</b>	
<b>Variation de la trésorerie</b>		<b>5 973,16</b>	<b>-</b>